

**PREFET DE LA SEINE-MARITIME**

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Haute-Normandie

Rouen, le

**19 AVR. 2013**

Service Risques

LE PRÉFET

DE LA RÉGION DE HAUTE-NORMANDIE,

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR

**SAS Rhodanienne de Transit (RDT)**

-----  
**LE GRAND QUEVILLY**

-----  
**ENREGISTREMENT**

---  
**- ARRETE -**

**VU :**

le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

le décret du président de la République en date du 17 janvier 2013 nommant M. Pierre-Henry Maccioni préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;

l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 ;

les actes administratifs délivrés antérieurement et notamment l'arrêté préfectoral du 19 novembre 1999 ;

l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2012 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

l'arrêté n° 13-188 du 9 avril 2013 portant délégation de signature à M. Eric MAIRE, secrétaire général de la préfecture ;

le SDAGE Seine-Normandie, les plans déchets, le Plan Régional de la Qualité de l'Air en Normandie, le PLU de la commune de Grand-Quevilly ;

la demande présentée en date du 21 novembre 2012 par la société Rhodanienne de Transit (RDT) dont le siège social est situé au 10, avenue de la Bauxite - 13051 Marseille, pour l'enregistrement d'une installation de stockage de produits manufacturés destinés au commerce de la grande distribution (rubriques n° 1510 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Grand-Quevilly ;

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.

le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

les observations du public recueillies entre le 7 janvier 2013 et le 4 février 2013 ;

les observations des conseils municipaux consultés entre le 7 janvier 2013 et le 19 février 2013 ;

le rapport du 28 mars 2013 de l'inspection des installations classées ;

## **CONSIDERANT :**

que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

que la sensibilité du milieu ne justifie pas une procédure d'autorisation ;

que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à un usage de type industriel ;

qu'aucune observation n'a été portée au registre lors de la consultation du public ;

que les réserves émises par le conseil municipal de la ville de Rouen ont été signifiées au demandeur par courrier du 15 mars 2013 ;

que le projet est situé dans une zone d'aléa de type toxique de niveau M+ qui a pour origine une entreprise voisine classée Seveso seuil haut ;

que le demandeur a précisé dans son dossier de demande que l'exploitation du nouvel entrepôt n'entraînerait pas d'augmentation de l'effectif actuel du site (70 personnes).

## **ARRETE**

---

### **TITRE 1. Portée, conditions générales**

---

#### **CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE**

##### **ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, PÉREMPTION**

Les installations de la société Rhodanienne de Transit (RDT) dont le siège social est situé au 10, avenue de la Bauxite - 13015 Marseille, faisant l'objet de la demande susvisée du 21 novembre 2012 sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Grand-Quevilly, au 7, boulevard Pierre Brossolette. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

## CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
1510-2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant : 2. supérieure ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> , mais inférieure à 300 000 m <sup>3</sup> .	4 cellules d'une superficie unitaire d'environ 3 000 m <sup>2</sup> 1 cellule sous auvent d'environ 2 000 m <sup>2</sup> Volume total de l'entrepôt : 174 930 m <sup>3</sup>

### ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune et parcelles suivantes :

Communes	Parcelles
Le Grand-Quevilly	AC n° 2

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

### ARTICLE 1.3.1. CONFORMITE AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 21 novembre 2012.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

## CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

### ARTICLE 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage de type industriel.

## CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

### ARTICLE 1.5.1. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 1999 restent applicables aux installations existantes de l'établissement.

### ARTICLE 1.5.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent aux installations visées à l'article 1.2.1 du présent arrêté les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510.

---

## TITRE 2. Modalités d'exécution, voies de recours

---

### ARTICLE 2.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### ARTICLE 2.2. EXÉCUTION - AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture de Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Grand-Quevilly, les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

### ARTICLE 2.3. DELAIS ET VOIES DE RECOURS (ART. L.514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :


1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général



Eric MAIRE